

Stéfanie Eldin "seulement critiquer ne suffit pas"



Article rédigé par *Antoine Besson*, le 04 juin 2012

Stéfanie Eldin, candidat dans la 2ème circonscription de la Drôme, expose à libertepolitique.com ses valeurs et le programme du Parti Républicain Chrétien.

Votre candidature :

Pourquoi vous présentez-vous ?

Pour défendre et promouvoir les valeurs chrétiennes en politique (gestion de la cité).

Dans quelle circonscription ?

Dans la deuxième circonscription de la Drôme.

Pour quel parti ?

Pour le PRC (Parti Républicain Chrétien).

Qu'est-ce qui vous motive personnellement ?

Après avoir été beaucoup déçu par la politique pratiquée depuis des décennies, j'ai pris conscience qu'il fallait que je m'engage au service du mieux vivre ensemble, car seulement critiquer ne suffit pas.

En quoi votre candidature a-t-elle un sens dans le contexte politique actuel ?

Je pense qu'il y a beaucoup de valeurs qui se perdent actuellement au travers des gouvernements successifs.

Comment envisagez-vous votre action si vous êtes élu ?

Je souhaite voter les lois en fonction des valeurs auxquelles je crois et représenter les citoyens de ma circonscription.

Si vous n'êtes pas élu comment envisagez-vous la suite de votre engagement politique ?

Je continuerai mon engagement à défendre les valeurs chrétiennes au quotidien mais aussi au travers des futurs rendez-vous électoraux.

Votre programme :

Dans le contexte de crise que nous traversons, comment imaginez-vous les mesures économiques à prendre pour remettre l'économie au service de l'Homme ? En particulier la finance ?

Un programme économique ne peut pas exister sans prendre en compte premièrement l'Homme, car ce n'est

pas l'économie qui fait l'homme, mais c'est l'homme qui fait l'économie. L'impératif c'est de commencer par retrouver la confiance, et cette confiance ne peut être là sans vérité. Il faut aussi comprendre que c'est ensemble et unis que nous pourrions avancer.

François Hollande a proposé un programme qui annonce de nombreuses réformes de société directement liées au respect de la vie. Quelles sont vos positions sur l'euthanasie et la recherche sur les cellules souches embryonnaires ? L'avortement ?

S'il s'agit de la proposition 21 du projet présidentiel de François Hollande, le terme « d'assistance médicalisée » doit être précisé. S'il s'agit de provoquer la mort, je voterai contre. S'il s'agit de soulager les souffrances du patient jusqu'à sa mort naturelle, sans acharnement thérapeutique, je voterai pour.

La recherche sur les cellules souches embryonnaires des animaux est interdite. A fortiori, elle doit être interdite pour les embryons humains qui ne sauraient être considérés comme une marchandise.

L'avortement ne devrait pas être un mode contraceptif mais l'exception. Comme une alternative à la pratique de l'avortement, il faudrait une éducation des mentalités de notre jeunesse pour aider les femmes enceintes à garder leur enfant par des aides spécifiques. Parmi ces aides, il faut répondre aux besoins des mères qui ne veulent pas élever leurs enfants.

Le Président entend également réformer le mariage civil pour l'ouvrir aux personnes de même sexe. Le ministre de la famille a déjà pris des engagements allant en ce sens. Cela ouvrirait bien évidemment la porte à l'adoption d'enfants par des couples homosexuels. Comment vous situez-vous par rapport à ces débats ?

Le mariage est une institution sacrée, base de la famille. C'est l'union d'un homme et d'une femme, ainsi que cela est rappelé dans le code civil. L'adoption par des couples de même sexe n'est pas envisageable.

L'Education nationale est en échec depuis de nombreuses années. En partie parce que cette institution est le siège d'une idéologie permissive, égalitariste et dépassée ; mais aussi parce qu'elle privilégie le « pédagogisme » sur la transmission des savoirs. Quelle est votre analyse et comment redresser la barre ?

Il faudrait favoriser la liberté de choix de l'éducation des enfants par les parents en leur en accordant les moyens.

La gestion de l'Education nationale est actuellement très centralisée ce qui peut-être un frein à l'attention aux enfants sur le terrain. Qu'en pensez-vous ?

Le problème principal n'est pas la centralisation, mais la mauvaise organisation et la mauvaise répartition des ressources. La part de l'administratif est trop importante par rapport aux ressources dédiées à l'enseignement. La démission de certains parents n'arrange pas la situation. Le résultat est que de trop nombreux élèves sortent chaque année en ne sachant ni lire, ni écrire correctement.

La France est en situation de crise et face à un impératif de mise en adéquation de ses dépenses publiques (55% du PIB) avec ses ressources publiques (45% du PIB). Pourtant elle a l'une des administrations étatiques les plus lourdes d'Europe et ses missions, effectifs et structures n'ont pas évolué malgré la décentralisation et le changement du monde environnant. Les Français la ressentent aujourd'hui comme de moins en moins efficace et de plus en plus contraignante. Comment selon vous serait possible la recherche d'un nouvel équilibre qui ne se traduise pas tout simplement par un surcroît d'effectifs et un surcroît d'impôts, mais un allègement et une plus grande efficacité ?

Bien sur qu'il pourrait y avoir un allègement et une optimisation des ressources. D'ailleurs la réforme des fonctions de conseiller général et de conseiller régional en agent territoriaux va dans ce sens. Ensuite les processus de décisions administratives sont beaucoup trop lourds.

La famille est cellule de base de la société. Sa définition légale est cependant de plus en plus floue.

Comment dans ce contexte définiriez-vous la politique familiale ?

La famille est le pilier naturel, affectif et économique de toute société. Elle est le gage de l'équilibre d'une Nation. Je souhaite encourager sa responsabilité et son unité. Je souhaite lui donner les moyens de pourvoir à l'éducation et aux soins de tous ses membres, du plus petit au plus âgé.

Quel est son but ? Que préconisez-vous comme mesures pour protéger les familles en France, les encourager dans leur œuvre d'éducation et de préparation de l'avenir, leur rendre justice ?

Lieu privilégié de la communication des valeurs éducatives, la famille constitue un facteur de transmission de la solidarité, du respect de l'autre et du savoir-faire des anciens. Une famille qui fonctionne génère une économie saine. Un statut de parent au foyer devrait exister car élever des enfants est un vrai métier.

Comment selon vous devrait se concrétiser la priorité aux plus pauvres (en matière de retraites, logements et santé par exemple) ?

Retrouver le sens des valeurs fondamentales est une nécessité pour notre nation. Le mot « politique » vient du latin Polis, qui signifie « la cité ». Redonner du sens à la notion du mieux vivre ensemble, c'est s'attacher à ce qui unit les citoyens dans une société avant de s'attacher à ce qui pourrait les diviser. Sortir de l'individualisme et de la quête du matérialisme est possible si nous portons notre attention prioritairement sur la solidarité au service des plus démunis, et sur la mise en valeur du potentiel de chacun. C'est dans l'unité que les citoyens seront plus performants et efficaces.

Les libertés religieuses et de conscience sont des piliers de notre République. Ces deux principes s'incarnent souvent dans une bonne pratique de la laïcité sur le plan politique. Pourtant ce terme est ambigu et au cœur de bien des débats. Comment définiriez-vous la laïcité et comment s'applique-t-elle en politique ?

Sous couvert de laïcité, on ne devrait interdire à aucun citoyen d'intervenir en politique, quelque soit sa foi ou son appartenance religieuse. La laïcité ne doit pas être sectaire mais tolérante. Elle doit permettre de choisir en toute liberté et de favoriser le mieux vivre ensemble.